



## Les nouveaux diplomates de l'UE pour l'Afrique

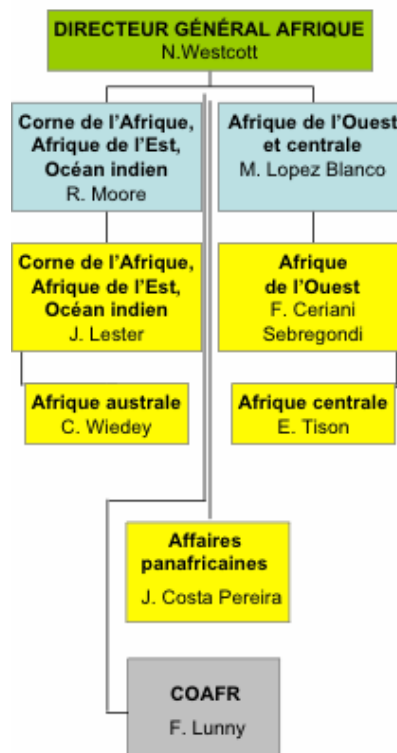
### Qui sont-ils et à quel contexte politique doivent-ils faire face ?

*Simone Goertz, responsable éditoriale de Europafrique.net, avec la collaboration de Andrew Sherriff, chercheur senior – Relations Internationales – Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM)*

mars 2011

L'Europe dispose maintenant d'une nouvelle institution diplomatique, le Service européen d'action extérieure (SEAE). Mais qui sont les hauts fonctionnaires récemment nommés qui traiteront de l'Afrique au sein du service ? Et quels défis doivent-ils affronter dans la politique de l'UE envers l'Afrique ?

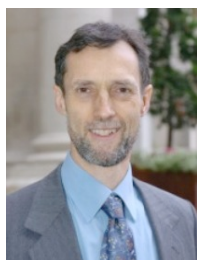
L'un des changements apportés par le [Traité de Lisbonne](#) sur l'UE est la création du poste de Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, également Vice-président de la Commission européenne. Ce poste de Haut Représentant, auquel Madame Catherine Ashton a été nommée en novembre 2009, est assisté par le SEAE, lequel inclut les Délégations de l'UE nouvellement habilitées. Avant l'entrée en vigueur du nouveau Traité, les relations de l'UE avec l'Afrique sub-saharienne et les autres membres du groupe d'Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) étaient traitées par une autre entité institutionnelle de l'UE. Cela a maintenant changé avec la création du SEAE, lequel dispose de départements et responsables géographiques couvrant l'ensemble des pays et régions du monde. L'entité Afrique du SEAE, nouvellement établie et dont la désignation définitive n'a pas encore été décidée, sera désormais responsable de la conduite stratégique des relations de l'UE avec l'Afrique. Le SEAE sera également responsable (1) de l'allocation des fonds, (2) du développement des stratégies multi-annuelles par pays et par région, et (3) du développement des programmes indicatifs nationaux et régionaux. Dans le même temps, certaines responsabilités seront maintenues au sein de la Commission européenne dans la [DG Développement et coopération EuropeAid](#) (DEVCO), formée à partir de la fusion de l'ancienne Direction générale du Développement de la Commission et de EuropeAid. La DG DEVCO récemment rénovée est chargée de l'élaboration des programmes thématiques<sup>1</sup> ainsi que du développement et de la mise en œuvre des politiques dans le domaine du développement. En



<sup>1</sup> DEVCO aura pour responsabilité la préparation des programmes thématiques autres que l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme, l'Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire et une partie de l'Instrument de stabilité.

bref, la répartition des responsabilités entre le SEAE et la Commission européenne imposera une rupture dans le cycle de programmation de l'aide, mais dans le même temps elle mettra un terme à la fracture institutionnelle géographique entre les relations de l'UE avec les pays ACP et celles avec le reste du monde.

Tout cela sera géré par des fonctionnaires de l'UE agissant sous une direction politique. *Europafrica* présente les neuf responsables senior nouvellement nommés, chargés de l'Afrique sub-saharienne au sein du SEAE.



**Nicholas Westcott** a été nommé Directeur général du SEAE pour l'Afrique et dirige, par conséquent, l'entité Afrique du service. M. Westcott est le plus haut fonctionnaire de l'UE pour l'Afrique. Ce fonctionnaire britannique a rejoint les institutions de l'UE cette année. Il a occupé les fonctions de Haut-commissaire britannique pour le Ghana et Ambassadeur non-résident en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Niger et au Togo. Avant cela, il était Ministre-conseiller de l'ambassade britannique à Washington DC, Chef du département des relations économiques de l'Office britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCO) et membre de la Représentation du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne à Bruxelles. M. Westcott a également occupé la fonction de Haut-commissaire britannique adjoint à Dar es Salaam, en Tanzanie, où 15 ans plus tôt il avait acquis une expérience de chercheur associé auprès de l'université de Dar es Salaam. Vers le milieu des années 1980, il était détaché pour une année à la Commission européenne comme expert national. Il est titulaire d'un doctorat en études africaines de l'université de Cambridge. Il parle le swahili et le français. Il a deux enfants.

**Roger Moore** est le Directeur du département du SEAE responsable des relations politiques entre l'Union européenne et les pays de l'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique australe. Originaire de Grande-Bretagne, il travaille pour les institutions de l'UE depuis 1977. De 2006 à 2010, il a occupé un poste similaire à son poste actuel à l'ancienne DG Développement de la Commission européenne. A partir de 1998, il a dirigé la section de la Commission chargée des relations avec l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique. Avant cela, M. Moore dirigeait la section responsable de la gestion financière de plus de 20 milliards d'euros du Fonds européen de développement. Avant ces fonctions de direction, il a occupé divers postes à la Commission, dans lesquels il a notamment collaboré à la création des sections d'appui macro-économique et budgétaire. M. Moore a suivi des études d'ingénieur civil auprès de l'Institut de sciences et technologies de l'université de Manchester. Il a débuté sa carrière en travaillant sur divers projets de conception et de construction en Zambie, en République démocratique du Congo et au Royaume-Uni.



**Manuel Lopez Blanco** est le Directeur du département du SEAE pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. M. Lopez Blanco est espagnol ; il a rejoint les institutions de l'UE en 1986. Depuis 2008, il a occupé des fonctions similaires à celles de son poste actuel auprès de la DG Développement de la Commission. Toujours au sein de la DG Développement, il a assumé les responsabilités de Directeur faisant fonction et Chef d'unité pour les régions de l'Afrique de l'Ouest et de la Méditerranée du Sud et il a travaillé sur des sujets tels que la politique commerciale, la politique de développement et l'aide humanitaire. Il a été Chef de Délégation pour le Sénégal, la Gambie et le Cap Vert à Dakar et Chef de Délégation pour le Mexique et Cuba à Mexico. M. Lopez Blanco est titulaire d'un doctorat en agriculture et économie du développement de l'université du Michigan.

**Jeremy Lester** est le Chef de la section du SEAE responsable de la Corne de l'Afrique, l'Afrique de l'Est et l'Océan indien. Ce fonctionnaire britannique a rejoint les institutions de l'UE en 1976. Depuis 2007, il a assumé des responsabilités analogues à la DG Développement de la Commission européenne. Avant cela, il était Chef de Délégation au Rwanda et au Niger. Il a également travaillé pour la Commission européenne au Lesotho, à Madagascar, au Mozambique, en Angola, en Ouganda, à Maurice et au Congo, ainsi que dans divers pays de l'ancienne Union soviétique. Son travail sur les droits de l'homme et la démocratisation et avec les pays en conflit ou émergeant d'un conflit s'est centré sur le sujet des changements sociétaux. M. Lester s'intéresse particulièrement à la consolidation de la paix, à la justice réparatrice et aux thèmes des réfugiés et de la diaspora. Il est diplômé en philosophie et économie de l'université de Cambridge et également en économie du développement et administration de l'université de Norwich. Il est membre de la Société des Amis (Quakers) et il a trois filles.

**Filiberto Ceriani Sebregondi** est le Chef de la section du SEAE responsable des relations avec les pays et la région de l'Afrique de l'Ouest. De nationalité italienne, M. Ceriani Sebregondi travaille pour les institutions de l'UE depuis 1993. Depuis 2009, il a assumé des responsabilités similaires à celles de son poste actuel à la DG Développement de la Commission. Auparavant, il était Chef de Délégation au Ghana avec une responsabilité régionale pour la Délégation au Togo, chef de l'unité Coordination générale et Déconcentration de EuropeAid, et assistant à la direction de EuropeAid. Au sein de l'unité Evaluation de la DG Développement, il a occupé différents postes liés à l'évaluation de l'aide européenne aux pays ACP. Au sein de l'unité chargée de la coopération économique et des institutions de Bretton Woods, il a géré l'aide budgétaire aux pays ACP. En tant que responsable d'une société de consultants en Italie, il a dirigé des études pour une série d'entités internationales publiques et privées, y compris la Banque mondiale et les Nations unies. M. Ceriani Sebregondi est diplômé de l'université de Portici en agroéconomie et de l'université de la Sorbonne en économie du développement. Il parle anglais, français et espagnol. Il a quatre enfants.



**Claudia Wiedey** est Chef de la section du SEAE responsable des relations avec les pays et la région de l'Afrique australe. Mme Wiedey, de nationalité allemande, a rejoint les institutions de l'UE en 1993. Depuis 2009, elle a occupé des responsabilités similaires à celles de son poste actuel au sein de la Direction générale de la Commission européenne chargée des Relations avec les Etats ACP. Avant cela, elle était Chef de Délégation pour la République de Maurice, l'Union islamique des Comores et la République des Seychelles. En tant que Chef de Délégation pour la République du Botswana et la SADC, elle a fourni des analyses et un appui macroéconomiques à la DG chargée des Relations avec les Etats ACP. Elle faisait également partie de l'équipe de négociation de la Commission européenne pour l'Initiative en faveur des Pays pauvres très endettés (PPTTE). Mme Wiedey a été chargée des relations avec l'Ethiopie en tant que chargée des relations internationales et, avant cela, conseillère économique pour la Délégation de l'UE en Ethiopie. En Allemagne, elle a travaillé comme conseillère scientifique pour un groupe de travail conjoint du ministère fédéral allemand pour la Coopération économique et le développement et le ministère de l'Agriculture et des forêts. En qualité de consultante indépendante, elle a été active en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe. Elle a travaillé comme chercheuse et assistante scientifique à l'université de Bonn, où elle a effectué son doctorat en économie de l'agriculture et politique du développement.

**Elisabeth Tison** est Chef de la section du SEAE responsable des relations avec les pays et la région de l'Afrique centrale et des Grands Lacs. Mme Tison est de nationalité française ; elle travaille pour les institutions de l'UE depuis 1985. Depuis 2004 jusqu'à l'an dernier, elle a occupé un poste similaire à son poste actuel à la DG Développement de la Commission européenne. Avant cela, elle était conseillère politique à la Délégation de l'UE auprès des Nations unies à

New York, et elle a assumé différentes responsabilités à la DG Développement et dans la structure précédente, la DG VIII, y compris comme Chef de l'unité responsable des Relations avec les institutions paritaires ACP-UE, Assistante du Directeur général sur les questions de politiques du développement, Administratrice du programme alimentaire, particulièrement pour la Corne de l'Afrique et le Sahel, et Responsable géographique pour la République d'Afrique centrale. Mme Tison a également travaillé pour la Direction générale de l'Agriculture. Elle est diplômée en économie et finances de l'université de la Sorbonne et diplômée de l'Institut d'études politiques (Sciences Pô) de Paris.



**José Costa Pereira** est le Chef de la section panafricaine du SEAE. M. Pereira est portugais et il a commencé sa carrière dans les institutions de l'UE comme Chef de l'unité Afrique du Secrétariat général du Conseil de l'UE et Chef de l'unité politique sur l'Afrique du Groupe de travail de la Haute-Représentante. Avant cela, il a assumé diverses fonctions pour le gouvernement portugais et le secteur privé. Il a été Chef de mission adjoint et Chef de la section politique de l'ambassade du Portugal à Washington DC, Chef de mission adjoint de

l'ambassade du Portugal à Tokyo et Consul général du Portugal à Sydney. Il a occupé différents postes au ministère portugais des Affaires étrangères, tels que Directeur des Affaires bilatérales européennes, Directeur des Organisations de défense et sécurité, Directeur pour les Droits de l'homme, Responsable géographique pour les pays d'Europe occidentale et les accords culturels bilatéraux. M. Costa Pereira a également occupé les fonctions de Conseiller diplomatique pour le ministère portugais de l'Intérieur et Chef de département dans les Services de renseignements militaires et de la défense portugais. Il a travaillé comme rédacteur en chef adjoint, auteur et producteur de programmes de télévision et films documentaires, et il a été invité à donner des conférences sur les droits de l'homme aux étudiants du cours européen sur les droits de l'homme et la démocratie à l'université de Coimbra, au Portugal. M. Costa Pereira est diplômé en histoire de l'université de Lisbonne. Il parle anglais, français, italien et espagnol.

**Fiona Lunny** est la première présidente permanente du Groupe de travail Afrique du Conseil de l'Union européenne (COAFR). Le COAFR est responsable du suivi et de l'analyse des développements en Afrique subsaharienne et de la préparation des questions liées à l'Afrique en vue de discussions sur les politiques de l'UE impliquant les institutions de l'UE et les Etats membres. Diplomate irlandaise, Mme Lunny a rejoint le SEAE en 2011. Avant sa nomination, elle travaillait à la Représentation permanente de l'Irlande auprès de l'Union européenne en tant que Déléguée irlandaise au COAFR et au Groupe de travail du Conseil sur la politique de développement (CODEV). Elle a rejoint le ministère irlandais des Affaires étrangères en 1999 et a occupé des postes dans la section chargée des services politiques, de l'UE et des entreprises. Elle a également travaillé à l'ambassade d'Irlande en Belgique. Au cours de la présidence irlandaise de l'UE, elle a occupé la fonction de coordinatrice de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) dans la délégation du Comité politique et de sécurité (COPS). Après la présidence irlandaise, elle a été déléguée auprès de l'unité Planification politique et alerte précoce du Secrétariat du Conseil, puis auprès du ministère autrichien des Affaires étrangères. Mme Lunny est diplômée de l'université d'Ulster et d'Édinbourg.



La plupart de ces neuf hauts fonctionnaires (six hommes et trois femmes) partagent certaines caractéristiques en commun. Huit d'entre eux proviennent de pays avec un héritage colonial africain. Tous ont la nationalité d'un « ancien » Etat membre de l'UE – qu'il s'agisse d'un Etat fondateur ou d'un Etat ayant rejoint l'Union européenne avant la fin de la Guerre froide. Trois d'entre eux ont la nationalité britannique. Tous ont une solide formation universitaire, la plupart dans un domaine lié au développement. Quatre ont obtenu leur diplôme universitaire au Royaume-Uni, tandis que trois sont diplômés d'établissements français. La plupart ont terminé

leurs études au début des années 1980. Six d'entre eux ont vécu et travaillé sur le continent africain, totalisant une expertise qui représente une expérience de terrain significative dans l'ensemble des régions africaines. Six des responsables nouvellement nommés ont occupé des rôles quasi identiques à la DG Développement de la Commission européenne avant de rejoindre le SEAE, tandis que trois sont d'anciens diplomates des Etats membres de l'UE. Tous disposent d'une expérience de travail antérieure avec les institutions de l'UE. La composition des nationalités n'est peut-être pas si surprenante. Tout d'abord, la plupart des hauts fonctionnaires de la DG Développement de la Commission européenne émanaient des Etats membres de l'UE antérieurs à 1995. Ensuite, en exerçant des pressions pour obtenir des postes de responsabilités au SEAE, les Etats membres de l'UE ont choisi de se centrer sur des nominations présentant clairement un intérêt stratégique national pour eux.

Le nouveau Traité européen établit le poste de Haut Représentant et le SEAE comme institution d'appui avec le double mandat de coordonner l'ensemble des domaines ayant trait aux relations extérieures de l'UE et de maintenir la cohérence entre les multiples politiques et instruments extérieures de l'UE. Cette compétence nous est familière : la Stratégie conjointe Afrique-UE (JAES) est également destinée à améliorer la cohérence et l'efficacité des approches existantes pour assurer un développement humain.

La section Afrique du SEAE reconnaîtra vraisemblablement que les questions clés identifiées par la Stratégie conjointe Afrique-UE dans ses huit partenariats thématiques sont tout aussi pertinentes pour les relations UE-Afrique aujourd'hui qu'elles l'étaient en 2007. Ces sujets continueront certainement à dominer les relations de continent à continent. L'une des questions les plus brûlantes est, par conséquent, de savoir si la stratégie Afrique du SEAE sera principalement guidée par les principes, les objectifs et les thèmes soulevés par la Stratégie conjointe Afrique-UE et le cadre légal de l'Accord de partenariat de Cotonou ou si d'autres considérations prévaudront. Sans nul doute, l'environnement en rapide évolution de l'Afrique du Nord renforcera les appels à un processus de révision fondamentale des politiques de l'UE dans cette partie du monde.

La nouvelle configuration institutionnelle réserve à l'Afrique une place d'importance renouvelée dans les relations extérieures de l'UE. Toutefois, l'engagement de la Stratégie conjointe Afrique-UE à traiter l'Afrique comme entité unique risque d'être sapé par le fait qu'une seconde entité a été établie au sein du SEAE pour traiter des pays de l'Afrique du Nord (Afrique du Nord, Moyen-Orient, Péninsule arabe, Iran et Iraq). Cela reflète les différents cadres qui existent pour les relations de l'UE avec l'Afrique et pourrait s'avérer contre-productif. Au-delà de ce point, d'autres questions plus larges demeurent. Par exemple, on peut supposer sans risque que les pays d'Afrique du Nord tels que l'Egypte, la Libye et la Tunisie - dont certains étaient les pays africains les plus engagés dans la Stratégie conjointe - auront d'autres préoccupations dans les mois à venir.

Dans une veine similaire, le fait que le commerce demeure en-dehors de la compétence du SEAE implique que certaines questions d'actualité pour l'Afrique, telles que les négociations des Accords de partenariat économique (APE), ne seront traitées par la section Afrique que de manière indirecte. Cela peut gêner davantage l'accomplissement du mandat du service et compromettre l'objectif de créer une voix extérieure de l'UE plus unie et cohérente.

Depuis le dernier Sommet UE-Afrique de novembre 2010 à Tripoli, l'aptitude de la Stratégie conjointe à « encadrer » les relations UE-Afrique tel qu'envisagé en 2007 demeure incertaine. Un changement de perspectives extrêmement conséquent est nécessaire, tant en Afrique qu'en Europe, pour assurer des progrès dans l'alignement des politiques, mais celui-ci n'a pas encore eu lieu. Le [Réseau de recherches sur les politiques Europe-Afrique \(EARN\)](#) a noté également

que le formidable potentiel de la Stratégie conjointe doit encore être exploité. EARN a, toutefois, fourni des [analyses](#) et des [recommandations](#) sur la façon dont cela peut être réalisé.

La nouvelle configuration institutionnelle, incluant l'entité Afrique du SEAE, offre donc des opportunités pour combiner les politiques extérieures et les instruments financiers de l'UE pour appuyer des questions d'intérêt pour l'Afrique et l'Europe ainsi que des actions complémentaires. Toutefois, il existe aussi des risques. Les ressources disponibles pourraient être instrumentalisées pour d'autres priorités de politique extérieure de l'UE. Ou bien la répartition des différentes étapes du cycle de programmation entre le SEAE et la DG DEVCO récemment rénovée pourrait avoir un effet moins positif qu'espéré.

Pour ce qui concerne la Stratégie conjointe Afrique-UE, il est important de se rappeler la nature sans précédent de cet exercice dans les relations intercontinentales. Après tout, la Stratégie conjointe est un cadre conçu pour articuler et "gérer" les intérêts de 82 différents acteurs officiels pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques et tangibles. Dans son exécution technique, jusqu'ici, la Stratégie conjointe a déjà donné lieu à des échanges institutionnels réguliers, à des réunions d'acteurs étatiques et non étatiques au-delà des frontières nationales et continentales, ainsi qu'à des plans d'action détaillés. Il est maintenant important de voir quel rôle les neuf responsables nommés accorderont à l'idée d'une politique européenne globale sur l'Afrique et d'une mise en œuvre harmonieuse entre les institutions et les Etats membres. Sans exception, ces personnes nommées sont académiquement et professionnellement compétentes en matière de préoccupations Afrique-Europe. Une importante motivation commune au SEAE et à la Stratégie conjointe est de combler le fossé entre la rhétorique de l'Union européenne sur les valeurs et les aspirations et les implications *de facto* de sa politique. Avec son expérience combinée, l'entité Afrique du SEAE pourrait accepter que la situation organisationnelle et politique actuelle offre clairement une chance à saisir pour les mois et les années à venir.

#### Documents de référence :

- [Organigramme du SEAE](#)
- [Les implications de l'après-Lisbonne pour l'Afrique](#) par l'ECDDPM
- [L'UE et l'Afrique : le contexte politique pour le développement](#) par l'ECDDPM et BOND
- [Au-delà de l'aide au développement](#) par EARN
- [Décision du Conseil établissant l'organisation et le fonctionnement du Service européen d'action extérieure](#)